Raymond Klein

Le Trans-Europ-Express est déjà parti!

Quelles pourront-être les politiques européennes après les élections? Pour y répondre, il faut regarder en face l'ampleur des défis. Quelles devraient être les politiques européennes? De la réponse à la seconde question découle celle à la première: inadéquates.

On en a bavé des discours sur l'Europe en péril. Menacée par la droite populiste en premier lieu, mais aussi par, au choix, les extrémistes des deux bords, le Brexit, la désunion franco-allemande, les obstructions des pays de l'Est, la remise en question de l'Etat de droit, les interférences de la Russie, et caetera. Discours flanqués du message: votez pour notre liste, elle sauvera l'Europe. Paradoxalement, les discours inverses n'étaient pas moins caricaturaux. L'Union européenne ne serait pas en crise, elle resterait un modèle dans son genre - des institutions supranationales démocratiques, des standards écologiques et sociaux élevés, des relations interétatiques pacifiées. Cela rappelait l'«europhorie» des adeptes de la constitution européenne: fermer les yeux sur les problèmes réels et vendre le statu quo comme si c'était un cadeau.

L'Union européenne, modèle en puissance

Alors, sauvée, l'Europe? Au vu des résultats, on pourrait le croire. La droite populiste est moins forte que prévu, l'influence de l'EPP, à la loyauté douteuse, est contrecarrée par le renforcement de l'Alde et des Verts, résolument «pro-européens». Cela devrait conduire à «plus d'Europe» – souhaitable aux yeux aussi bien des catastrophistes que des optimistes. Hélas, ces deux discours ont en commun de mettre au second plan l'orientation des politiques à mener dans cet espace politique dont ils souhaitent le renforcement.

Soyons clairs: d'un point de vue progressiste, l'Union européenne a vocation à être un modèle. Un modèle d'intégration

interétatique... mais aussi d'intégration sociale à l'échelle du continent. Un modèle en tant qu'acteur international, dans un esprit supranational préfigurant une «Union planétaire» dans un avenir plus lointain. Dans l'immédiat, cela impliquerait de s'engager à fond en faveur de la protection du climat et de la biodiversité. Et de mener des politiques étrangères et

L'Union européenne a vocation à être un modèle.

d'asile imprégnées d'universalisme: tenter de promouvoir la paix internationale plutôt que les intérêts de l'UE, de gérer l'afflux de réfugié-e-s à la manière d'une migration intra-étatique.

Tout cela, on en est loin. Quant aux politiques menées à l'intérieur de l'espace européen, elles ne sont pas exemplaires non plus. L'échec de l'intégration des pays d'Europe de l'Est – leur adhésion a juste abouti à une cohabitation – constitue une véritable plaie pour développer la coopération au sein de l'Union. Toute tentative d'une politique économique reste bloquée par les règles de l'union monétaire, qui servent – à court terme – les intérêts des marchés financiers.

Le centre n'est pas la gauche

De même, l'Europe sociale, mille fois annoncée, ne promet pas une amélioration crédible aux salariés – à l'Ouest, ils sont sur la défensive, tandis qu'à l'Est, ils sont obligés de miser sur le dumping social. Enfin, les efforts remarquables pour établir de bons standards écologiques sont contrecarrés par le lobbying surpuissant de l'économie privée.

Et cela ne va pas s'améliorer avec le renforcement des forces politiques centristes et libérales. La réorientation du budget européen vers moins de redistribution et plus de dépenses militaires n'augure rien de bon. Il n'est même pas sûr que la libre circulation, joyau de l'Europe citoyenne, soit rétablie: après tout, sa mise entre parenthèses est en phase avec la renationalisation des politiques toujours en cours, et avec le choix de faire face à l'extrême droite en intériorisant ses discours.

Seul aspect positif de ces élections européennes: l'intérêt des électeurs et électrices. Presque partout – mais pas au Luxembourg! – le taux de participation a augmenté. Cela donne une légitimité supplémentaire au Parlement européen pour pouvoir changer les choses – et c'est sans doute ce qui a mobilisé les gens. Mais la grande coalition à venir sera bloquée aussi bien par ses propres contradictions que par un Conseil de l'Union européenne réticent. Et risque donc de décevoir terriblement les attentes de la population. Ah, si on pouvait refaire le monde, refaire l'Europe! ♦